

R E S O L U T I O N

Présentée par les camarades Chaulieu, Guérin, Mercier, Marchezin,
Montal, Pannetier.

Repoussée par la Conférence National par 23 mandats contre 11

I) - La politique et la terminologie de "la défense inconditionnelle du l'URSS" doit être définitivement écartée de la politique de l'Internationale. Le prolétariat n'a pas à défendre les "bases collectivistes" de l'économie soviétique (étatisation et planification), parce que ces bases sont aujourd'hui des formules juridiques vides qui cachent la dépossession totale, aussi bien économique que politique, du prolétariat et que leur fonction sociale principale est de permettre la stabilisation et la rationalisation de l'exploitation. Le caractère nullement progressif de ces "bases collectivistes" se démontre par surcroît par la politique de la couche bureaucratique qui se base sur elles; même si elles avaient en tant que simples formes économiques un caractère progressif. La signification de l'Etat Russe pour la classe ouvrière découle fondamentalement de la politique de la bureaucratie. D'autre part, la persistance de ces formes à elle seule, ne rend nullement plus facile la tâche de la socialisation de l'économie russe après un renversement de Staline: en effet, les difficultés de la socialisation ne sont pas d'ordre juridique, mais politique et économique. D'autre part, la planification actuelle déterminée par les intérêts de la bureaucratie, devra être presque totalement abandonnée par le pouvoir prolétarien et recommencée sur de nouvelles bases et avec un contenu entièrement nouveau. La "défense de l'URSS ne peut non plus se justifier par la nécessité de fermer un pays à l'économie capitaliste pour accentuer la crise de cette dernière. Cette politique peut se discuter que s'il s'agit d'un pays colonial non industrialisé, qui offre un débouché au capitalisme, elle devient absurde dans le cas d'un pays hautement industrialisé, dont l'entrée dans le marché capitaliste accélérerait la crise de celui-ci, plutôt que la ralentirait; d'autre part la tâche du prolétariat ne consiste pas à mettre des obstacles objectifs sur la route du capitalisme, de provoquer par exemple les crises économiques ou de maintenir le cloisonnement national des économies, il doit traduire les contradictions objectives dans le langage de la lutte des classes. La défaite de l'URSS ne serait une défaite pour le prolétariat que dans le cas où impérialistes et staliniens obtiendraient l'élimination du mouvement révolutionnaire au cours de la guerre, élimination pour laquelle la politique défensiste forme précisément une solide garantie. L'attaque contre l'URSS ne peut non plus être assimilée à l'attaque du fascisme contre les organisations ouvrières; cette dernière se dirige contre les libertés du prolétariat qui n'ont rien à craindre en URSS, puisqu'elles n'y existent absolument pas. "Le front unique avec Staline" est une conception opportuniste, car le front unique se fait entre organisations ouvrières possédant une force et une autonomie politique et sur ~~et~~ une base commune; aucune de ces conditions n'est réalisée dans la "défense inconditionnelle".

II) - La politique défensiste bornant l'activité du Parti pendant la période la plus décisive à une propagande verbale, est en contradiction avec la conception du parti bolchevik, avec les conditions politiques de son existence (liaisons avec les masses sur le plan des luttes concrètes) et avec les buts mêmes qu'elle se propose, puisqu'elle compromet en même temps les succès de la guerre et celui de la révolution. En pays capitaliste dans la logique du développement de la lutte des classes, elle aboutit au stoppage de cette lutte, et, menée rigoureusement à ses conséquences, à la participation à la guerre impérialiste. En plus elle est incompréhensible à la classe ouvrière qui n'en tire en réalité que la conclusion qu'il faut s'enrôler sous les drapeaux staliniens. Plus grave, elle chatre le Parti en lui interdisant de montrer au prolétariat que tout caractère progressif serait absent d'un conflit URSS - O.A., en l'empêchant d'ouvrir une voie de politique révolutionnaire autonome et de créer le 3ème front prolétarien. Toute position intermédiaire comme la "lutte sur 2 fronts" est incohérente et incompatible avec les exigences, aussi bien de la guerre que de la révolution; les moyens employés par un parti qui veut en temps de guerre la révolution, son agitation et sa propagande sont absolument en contradiction avec le soutien de la défense; et le moment arrivera fatalement où la question se posera sans subterfuge possible: Défense du front militaire ou lutte contre la bureaucratie.

En conséquence, la Conférence se prononce pour le rejet catégorique du mot d'ordre de la "défense de l'URSS" sous n'importe quelle interprétation, et pour le mot d'ordre de: "transformation de la guerre en révolution indépendamment de toute conséquence". Elle affirme aussi qu'aucune altération ne pourra survenir dans notre politique de défaitisme révolutionnaire dans un pays capitaliste du fait de l'alliance de ce pays avec l'URSS.